

DISCOURS OUVERTURE

Anthony Bellanger, Secrétaire général de la FIJ

Je tiens tout d'abord à remercier la National Union of Journalists et en particulier Michelle Stanistreet, qui a fait un travail remarquable pour nous accueillir, pour vous accueillir cette semaine à Londres.

Je pense qu'elle mérite, elle et toute son équipe, nos remerciements les plus sincères.

Merci également à la Fédération internationale des ouvriers du transport, qui nous accueille cette semaine.

Alors oui, le constat que nous faisons pour le journalisme est lourd et difficile à supporter.

Certains pensent que le journalisme se meurt, d'autres pensent qu'il progresse. Une chose est certaine, c'est que le journalisme change, évolue.

On milite moins dans les organisations syndicales, on milite moins dans les partis politiques. C'est un fait. On vit dans un monde de plus en plus individualiste car l'individu est au cœur de la doctrine libérale, celle qui alimente les politiques de droite et d'extrême droite, majoritaires dans de nombreux pays du monde et notamment en Europe. Les récentes élections européennes en sont un bon exemple. Partout les politiques d'exclusion et de repli sur soi progressent.

Le constat que vient de dresser la Présidente montre que le journalisme est attaqué de toutes parts, sur tous les continents, et nos consoeurs et confrères du monde entier, dont les représentants sont présents aujourd'hui à Londres, peuvent en attester. Depuis 100 ans, la FIJ se porte aux côtés des journalistes en lutte, des journalistes qui combattent toutes les violences, des journalistes qui travaillent sous les bombes.

La guerre à Gaza nous rappelle à quel point, encore aujourd'hui, le journalisme est essentiel pour raconter le monde. Qui d'autre que les journalistes palestiniens pour dire la vérité ? Qui d'autres que nos consoeurs et nos confrères à Gaza, membres de notre syndicat, dont le président est ici aujourd'hui, Nasser Abu Bakr, qui d'autres pour documenter les crimes commis depuis 9 mois par l'armée israélienne.

Depuis 100 ans, la FIJ est debout, sur ses deux pieds et plus que jamais elle rappelle que nos sociétés ont un besoin vital de journalisme, de solidarité internationale.

Peu importe le support. Journaux papier, radio, TV, sites internet, intelligence artificielle ? Nos sociétés ne survivront pas sans un journalisme de qualité, sans un journalisme digne de ce nom.

En Palestine, la FIJ mène des campagnes de communication - merci d'ailleurs à mon équipe de Bruxelles dont une partie est ici aujourd'hui -, la FIJ organise des levées de fonds à travers son Safety Fund et, grâce à ses syndicats membres, et en particulier à notre syndicat du Royaume Uni et d'Irlande - la NUJ -, nous avons été en mesure de financer des dizaines de gilets pare-balle, des casques, des centaines de kits médicaux et des batteries pour les téléphones. J'ai pu le constater moi-même sur place lorsque je suis allé en Palestine en fin d'année dernière.

Il y a quelques mois, la situation était tellement intenable que nos consoeurs et confrères avaient besoin tout simplement du minimum vital : des couvertures, de la nourriture, de l'eau potable. Toutes ces denrées essentielles ont vu leur prix se multiplier en quelques semaines. Enfin, depuis quelques jours, la FIJ et un consortium de partenaires ont mis en place un centre de solidarité pour les médias à Khan Younes, dans le Sud de la bande Gaza, afin que les journalistes puissent continuer de nous informer. Nous travaillons actuellement avec l'Unesco pour qu'un deuxième centre voie le jour dans les prochaines semaines, au Nord Ouest de Rafah.

Oui, le journalisme est attaqué. Et la FIJ réagit, en urgence, avec ses affiliés, et demande depuis 9 mois au gouvernement israélien de laisser entrer les journalistes étrangers à Gaza et laisse sortir les civils, les femmes, les enfants, représentant plus de 70% des victimes de ce conflit odieux.

A ce jour, la FIJ aura levé plusieurs centaines de milliers d'euros pour les journalistes et leur famille à Gaza.

La FIJ s'est aussi mobilisée dès février 2022 après l'agression russe en Ukraine. La campagne de dons a été un succès et notre partenariat

ancien et solide avec l'Unesco nous a permis très vite de livrer des gilets pare-balle, des casques, des générateurs avant de construire des centres de solidarité pour les journalistes sur le front, mais aussi dans le centre et à l'Ouest du pays.

Au total, six centres ont été ouverts et sont gérés par nos syndicats ukrainiens et j'ai signé la semaine dernière un nouveau projet de 100.000\$ avec l'Unesco pour que ces structures vivent encore quelques mois. En deux ans et demi, la FIJ et l'Unesco ont envoyé près de 800.000€ en Ukraine.

Le journalisme est attaqué. Mais le journalisme sait qu'il peut compter sur la FIJ et ses affiliés.

Je pourrais lister encore l'ensemble des programmes que la FIJ pilote dans toutes nos régions, à destination des journalistes. En Amérique latine, en Afrique, en Europe, dans le monde arabe ou en Asie Pacifique.

Je pense aussi à la maison que nous avons ouverte à Islamabad, au Pakistan, pour les journalistes afghans en exil. En particulier pour les femmes journalistes. Qui se préoccupe encore aujourd'hui du sort de ces journalistes à part la FIJ et ses syndicats afghans et pakistanais ? Pas grand-monde.

Se révolter, comme l'affirmait l'écrivain Albert Camus, c'est refuser les choses telles qu'elles sont, et c'est prendre sur soi le malheur du monde. Je pense que la FIJ prend sur elle le malheur du monde et y apporte des solutions concrètes, urgentes.

Je m'exprime ce matin au nom de nos 600.000 membres, je m'exprime ce matin au nom de toutes celles et de tous ceux qui refusent la fatalité, qui prennent sur eux le malheur du monde et qui paient trop souvent le prix le plus élevé qui soit. Leur vie.

A toutes celles et ceux qui se maintiennent debout pour le journalisme, je veux leur exprimer ce matin toute ma gratitude.